

AP n° 2022-E-176-IC

Châlons-en-Champagne, le **06 OCT. 2022**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT ENREGISTREMENT
concernant la construction et l'exploitation d'un entrepôt couvert à Isles-sur-Suippe (51110)
par la société CONCERTO DÉVELOPPEMENT
dont le siège social est situé à Neuilly-sur-Seine (92200)**

en application de l'article L.512-7 du Code de l'environnement

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** l'annexe III de la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7) du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), le Plan national de prévention des déchets, le plan régional de prévention et de gestion des déchets PRPGD) ;
- VU** le plan local d'urbanisme de la commune d'Isles-sur-Suippe ;
- VU** la demande présentée en date du 21 janvier 2022, complétée les 23 février 2022 puis 4 mars 2022, par la société CONCERTO DEVELOPPEMENT, dont le siège social est situé au 127 avenue Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine (92200), pour l'enregistrement d'un entrepôt couvert (rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune d'Isles-sur-Suippe (51110) ;
- VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement n'est pas sollicité ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2022-CP-063-IC du 23 mars 2022 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU** l'absence d'observation du public recueillie entre le 25 avril 2022 et le 25 mai 2022 inclus ;
- VU** l'avis favorable et les observations du conseil municipal d'Isles-sur-Suippe en date du 1^{er} juin 2022 ;
- VU** l'avis favorable du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site en date du 6 décembre 2021 ;

- VU** l'absence d'avis du maire d'Isles-sur-Suippe sur la proposition d'usage futur du site dans le délai imparti, valant approbation ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est en date du 22 août 2022 ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 8 septembre 2022 ;
- VU** les remarques de l'exploitant reçues le 23 septembre 2022, jugées recevables et prises en compte.

CONSIDÉRANT que le conseil municipal d'Isles-sur-Suippe a décidé, par délibération n° D.2020-10-2 du 16 décembre 2020, de solliciter la mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de la commune, avec la déclaration du projet CONCERTO ;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal d'Isles-sur-Suippe a accepté, par délibération n° D.2021-5-9 du 26 mai 2021, la modification du règlement du Plan local d'urbanisme de la commune pour le projet CONCERTO ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale.

SUR proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne.

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la société CONCERTO DÉVELOPPEMENT, dont le siège social est situé au 127 avenue Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine (92200), faisant l'objet de la demande susvisée du 21 janvier 2022, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune d'Isles-sur-Suippe (51110), rue Jacques Debohan, au sein de la ZAC des Sohettes. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du Code de l'environnement).

ARTICLE 1.1.2. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

La demande vise à l'enregistrement d'une installation d'entrepôt couvert classée sous le numéro 1510 de la nomenclature des installations classées.

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et volume des activités	Régime
1510-2b (y compris rubriques 1511 et 1530-1532-2662-2663)	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Entrepôt couvert de 5 cellules C1 à C5 (4 800m ² + 4 x 6 000m ²) et 2 cellules spécifiques C1A et C1I (135 m ² chacune) volume total = 360 000 m ³ Aucun stockage 2662 ni 2663 dans la cellule C1 Stockage en racks limité en hauteur à 12 m en C1 à C5, 11 m en C5 si rubrique 2662 ou 2663, et 6 m en C1A et C1I	E
4320-2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t, mais inférieure à 150 t	Capacité totale de stockage : inférieure ou égale à 50 t dans la cellule spécifique au stockage d'aérosols : C1A	D
4321-2	Aérosols « extrêmement inflammables » ou « inflammables » de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammable de catégorie 1 ou 2, ni de liquide inflammable de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t	Capacité totale de stockage : inférieure ou égale à 2 450 t dans la cellule spécifique au stockage d'aérosols : C1A	D
4331-3	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3-Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Capacité totale de stockage : inférieure ou égale à 50 t dans la cellule spécifique au stockage de liquides inflammables : C1I	D
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité maximale de gaz à effet de serre fluorés présente sur site : égale ou supérieure à 300 kg	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et volume des activités	Régime
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaufferie équipée d'une chaudière fonctionnant au gaz naturel dont la puissance thermique nominale est de 1,2 MW	DC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	2 locaux de charge de batteries des chariots élévateurs (charge produisant de l'hydrogène) de puissance supérieure à 50 kW	D
2925-2	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs	2 locaux de charge de batteries des chariots élévateurs (charge ne produisant pas d'hydrogène) de puissance supérieure à 600 kW	D
4735-1-b	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t.	Quantité maximale d'ammoniac sur site : inférieure ou égale à 1,49 tonnes	DC

E : enregistrement, DC : déclaration contrôlée, D : déclaration

Le site comprendra au total deux locaux de charge d'accumulateurs électriques, que la charge produise de l'hydrogène ou non.

L'établissement est de plus concerné par des rubriques sous le régime "non-classé" suivantes :

- 4718 : la quantité maximale de gaz inflammables liquéfiés présente sur site sera inférieure ou égale à 5,9 tonnes ;
- 4734 : la quantité maximale de gasoil présente sur le site sera inférieure ou égale à 2 tonnes ;
- 4755 : la quantité maximale d'alcool de bouche présente sur le site sera inférieure à 50 m³.

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

Le site comporte également une opération d'Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA) soumise à déclaration par la législation sur l'eau, figurant au tableau annexé à l'article R.214-1 du Code de l'environnement et précisé ci-dessous :

Rubrique	Désignation des installations	Quantité / Unité	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface du projet, étant : 2° Supérieur à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Création d'une plateforme logistique, la superficie du projet étant de 6,85 ha	D

ARTICLE 1.2.2. CONNEXITÉ

Du fait de l'absence de connexité entre les procédures d'enregistrement et de déclaration au titre de la nomenclature des installations classées, le pétitionnaire doit par ailleurs déposer un dossier de déclaration pour les rubriques de la nomenclature des installations classées concernées par les régimes de la déclaration et de la déclaration contrôlée, avant toute exploitation dans les volumes annoncés.

Les récépissés de ces différentes déclarations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle (section, numéro)	Lieu-dit
Isles-sur-Suiippe	ZL 250	La Conisière

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 21 janvier 2022.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage de type activité industrielle.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux ateliers de charge contenant au moins 10 véhicules de transport en commun de catégorie M2 ou M3 fonctionnant grâce à l'énergie électrique et soumis à déclaration sous la rubrique n° 2925 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 4320) ;
- arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 4321) ;
- arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;
- arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;
- arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;

- arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;
- arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d)".

ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 2.1. MOYENS EN EAU ET CONFINEMENT

Conformément aux données techniques contenues dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 21 janvier 2022, la capacité en eau pour la lutte contre l'incendie sera de 300 m³/h pendant 2 heures, soit 600 m³ au total.

De même, la rétention mise en place pour recueillir les éventuelles eaux d'extinction d'incendie, aura une capacité minimale de 1 858 m³ complétée d'une rétention spécifique aux cellules liquides inflammables et aérosols d'une capacité minimale de 255 m³. Le bassin de 1 858 m³ minimum, servira également à recueillir les eaux pluviales de toitures et de voiries du site. Aussi, l'exploitant devra à tout moment garantir le volume nécessaire pour accueillir le volume d'eau d'extinction.

ARTICLE 2.2. PANNEAUX SOLAIRES

Conformément à l'article L.111-18-1 du Code de l'Urbanisme, la plateforme logistique sera équipée de panneaux solaires sur le toit de l'entrepôt logistique.

L'installation de ces panneaux sera conforme à l'arrêté du 5 février 2020 pris en application de l'article L.111-18-1 du Code de l'Urbanisme.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. DROIT DES TIERS

Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3.3. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du 1er jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ; le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Le recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 3.4. EXECUTION – DIFFUSION

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, à la Direction départementale des services d'incendie et secours, ainsi qu'à la Direction de l'Agence de l'eau, aux Maires des communes d'Isles-sur-Suippe, Warmeriville, Pomacle et Lavannes qui en donneront communication à leurs conseils municipaux.

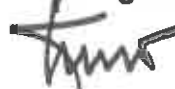
Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société CONCERTO DEVELOPPEMENT dont le siège social est situé 127 avenue du Général Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine (92200).

Les Maires des communes d'Isles-sur-Suippe, Warmeriville, Pomacle et Lavannes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'affichage en mairie du présent arrêté pendant un mois.

A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général**



Emile SOUMBO

